

La bio, une réponse au dérèglement climatique ?

La température moyenne planétaire pourrait augmenter jusqu'à 5,3 °C au cours du 21^e siècle si nous ne maîtrisons pas nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Le contenu de nos assiettes représente un tiers des GES à l'échelle mondiale ! Pour limiter le phénomène de changement climatique, il est donc fondamental de diminuer les émissions de gaz liées à l'agriculture et à l'agroalimentaire. A quelques mois de la conférence onusienne pour un accord universel sur le climat, la COP21 qui aura lieu à Paris, l'agriculture biologique a de réels atouts à faire valoir. Ce dossier expose en quoi les filières biologiques peuvent apporter des solutions et quelles initiatives existent en Rhône-Alpes.



Des fermes bio résilientes face au changement climatique

Le dérèglement climatique est une réalité avérée, lourde de conséquences pour l'activité agricole. Depuis longtemps, les paysans constatent une recrudescence des « événements » climatiques atypiques : été frais ou hiver doux, épisodes pluvieux concentrés, absences ou excès d'eau prolongés, etc. Pour la trésorerie des fermes, cela peut avoir des conséquences fâcheuses. Dans ce contexte, l'agriculture bio a des arguments à faire valoir.

Rusticité des variétés

Les pratiques agrobiologiques confèrent aux fermes bio une meilleure résilience aux aléas climatiques. L'un des principes fondateur de la bio réside dans le choix des races et variétés adaptées à l'écosystème. On privilégie ainsi le choix de la rusticité plutôt que de tenter sans fin d'artificialiser l'écosystème.

Biodiversité agricole

A ce choix de la rusticité, l'agriculture bio ajoute la biodiversité agricole. Association polyculture-élevage, diversité des ateliers de productions et diversité des espèces cultivées, rotations longues et diversifiées, cultures associées, etc. sont autant de pratiques qui améliorent considérablement la capacité d'une ferme à faire face aux aléas climatiques.

Autonomie des fermes

Le développement de l'autonomie des fermes bio est également un atout face aux aléas. Ainsi, lors de sécheresses marquées, les éleveurs doivent non seulement acheter davantage d'aliments à l'extérieur, mais de plus ces aliments leur sont vendus à des prix plus élevés. D'où l'importance de veiller au bon équilibre entre chargement animal et surfaces dédiées à la production d'aliments, ou encore d'utiliser des mélanges prairiaux ou fourragers diversifiés.

Coopération

Enfin, en cohérence avec la charte de l'agriculture bio, les coopérations entre acteurs sont encouragées, notamment les coopérations entre éleveurs et céréaliers bio.

Scénario Afterres 2050 : une réalité scientifique, une démarche prospective

Les études sur les avantages de la bio pour le climat sont pertinentes, toutefois une vision plus large à l'échelle des territoires, tenant compte des autres usages du sol est nécessaire. De même, les habitudes alimentaires, et surtout leurs évolutions, sont à prendre en compte si l'on vise l'objectif de diviser par deux, voire par quatre les émissions de GES d'ici 2050.

On retrouve tous ces éléments dans le scénario Afterres 2050 élaboré par Solagro. Ce « scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2050 » est un travail scientifique visant à établir un scénario physique (basé sur des données quantifiables) pour concilier la demande alimentaire de la population française en 2050, les besoins en matériaux (bois) et énergie, les objectifs de stockage de carbone et de réduction des émissions de GES en agriculture. Il démontre ainsi que la généralisation progressive d'ici à 2050 des meilleures pratiques agroécologiques issues de l'agriculture biologique et/ou de la production intégrée (à ne pas confondre avec l'agriculture raisonnée) peut nourrir la France et quelques voisins, mais notre assiette et nos paysages seront alors réellement différents. Après une première phase d'élaboration du scénario à l'échelle « France », une deuxième phase a permis de confronter ce scénario aux réalités physiques de plusieurs régions dont Rhône-Alpes fait partie. La conclusion de ce travail sera présentée lors d'un séminaire national à Nanterre les 15 et 16 octobre 2015.

INFO + sur Afterres 2050 :
www.solagro.org/site/393.html

“Manger Bio et Local, c’est l’idéal”, acteur de la transition citoyenne

Du 19 au 27 septembre 2015, le réseau Corabio, en partenariat avec Bioconvergence, organise la campagne de sensibilisation « Manger Bio et Local, c’est l’idéal » pour valoriser les circuits courts de commercialisation des produits bio en Rhône-Alpes. Cette campagne est organisée au niveau national par le réseau FNAB et les producteurs bio qu’il regroupe. Elle se fixe cette année, en amont de la conférence internationale pour un accord sur le climat (COP 21), un objectif d’interpellation politique sur l’agriculture bio et locale comme une contribution positive et nécessaire pour limiter l’impact des activités humaines sur le climat. La campagne est ainsi partenaire du Réseau Action Climat et du Collectif pour une transition citoyenne, avec sa journée phare le 26 septembre qui portera le Pacte de la transition. Celui-ci consiste à faire s’engager les élus de nos territoires en leur proposant d’adopter au moins cinq mesures simples et concrètes. Deux mesures concernent l’agriculture biologique :

- « Introduire au moins un repas végétarien par semaine, et progressivement et de façon régulière des produits locaux issus de l’agriculture biologique et/ou du commerce équitable, dans les menus de restauration collective »,
- « Réaliser un état des lieux des terres disponibles ou à acquérir en vue d’y développer un projet d’agriculture biologique et citoyenne ».

INFO + :

La signature du pacte sur : www.transitioncitoyenne.org/pacte-de-la-transition

« Manger Bio et Local, c’est l’idéal » : des animations dans toute la France du 19 au 27 septembre sur www.bioetlocal.org

Les plus de la bio pour le climat

Réduire l’impact de la production agricole

Si les pratiques bio confèrent aux fermes une meilleure résilience, peuvent-elles également contribuer à réduire l’impact de l’activité agricole sur le climat ? Il est admis aujourd’hui que « notre assiette » (production agricole, transformation, distribution) représente un tiers du total des GES, constitués pour l’essentiel du gaz carbonique (CO₂), du méthane (CH₄) et du protoxyde d’azote (N₂O). Il est aujourd’hui avéré que la bio a des effets positifs sur le climat par rapport à l’agriculture conventionnelle grâce à de plus faibles émissions de GES et un meilleur stockage du carbone dans le sol. La contribution globale au réchauffement climatique de la bio est de 25 à 37 % inférieur par hectare et de 6 à 20 % inférieur si on le rapporte au kilogramme de denrées produites.

Ainsi, l’interdiction des engrais et produits phytosanitaires chimiques de synthèse réduit très fortement les émissions des GES en bio. D’une part, car ils sont émis lors de l’utilisation aux champs de ces produits, mais de façon bien plus importante encore, par leur suppression induite par la fabrication et le transport de ces produits. A l’inverse, la fertilisation organique et l’usage régulier de légumineuses dans la rotation ont des effets positifs sur les GES et le carbone car ils favorisent la production d’humus, la vie du sol, la fixation d’azote atmosphérique

et le stockage de carbone à long terme. Si le recours au travail mécanique est plus important dans les fermes bio, les GES issus des tracteurs restent largement inférieurs à ceux issus des engrais et produits phyto de synthèse dans le bilan global des fermes. L’avantage reste donc à la bio. La bio séquestre plus de carbone à l’hectare grâce au recyclage de la matière organique, grâce à l’usage des légumineuses, mais aussi par le recours accru aux prairies, à l’enherbement et à la préservation des haies.

En élevage, les pratiques bio sont sans influence notable sur la production de CH₄ et de N₂O liée aux fermentations entériques et aux déjections animales. En revanche, la recherche d’autonomie alimentaire a des effets positifs sur le climat via le recours accru aux pâturages et à l’autoproduction d’aliments du bétail. Dans le bilan des GES agricoles, la fabrication et le transport d’aliments du bétail sur de longues distances ont un poids conséquent.

Atténuer le changement climatique, au cœur des préoccupations des transformateurs

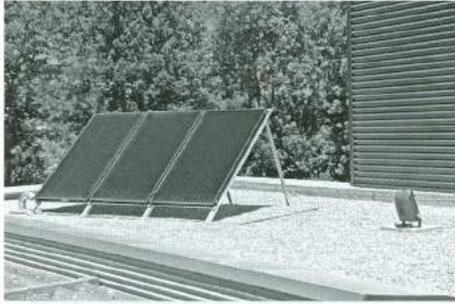
Les transformateurs biologiques cherchent, dans la lignée de la production biologique, à respecter l’ensemble des « sphères » auxquelles ils sont liés : le sol, le terroir, la nature, mais aussi les hommes, collaborateurs, clients ou consommateurs. Leurs efforts sont constants pour réduire leurs empreintes et des défis sont sans cesse relevés dans les domaines périphériques : logistique, énergie, recyclage, pollutions, gaspillage, bâtiments, etc. De fait, l’atténuation du changement climatique est un enjeu majeur, largement pris en compte par les transformateurs de produits biologiques ; il se traduit par différents types de mesures selon les entreprises qui les mettent en œuvre : éco-conception des produits, des emballages et des machines, optimisation des différentes consommations d’énergie, utilisation d’énergies renouvelables, bilans carbone, mesure et plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre, compensation carbone, etc. L’atténuation du changement climatique est par ailleurs une des 30 exigences de la démarche bioentreprisedurable®, l’engagement collectif des transformateurs bio en faveur du développement durable animé par le Synabio.

Pacte pour la Transition



Quelques bonnes pratiques en Rhône-Alpes

Des bâtiments basse consommation chez Pain de Belledonne



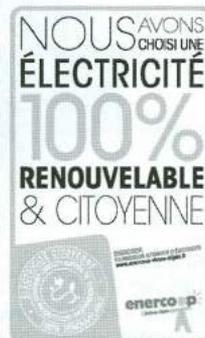
L'entreprise Pain de Belledonne fabrique depuis 1991 en Savoie des produits boulangers, pâtisseries et des chocolats issus de l'agriculture biologique. En 2012, s'est posé la question de la construction d'un nouveau bâtiment : Bruno Anquetil, le dirigeant de l'entreprise, a souhaité minimiser l'impact énergétique du bâtiment. Celui-ci a été réalisé sous programme BBC (Bâtiment Basse Consommation) utilisant les dernières technologies environnementales, pour un investissement total de 4 millions d'euros. Des matériaux naturels ont été privilégiés : ossature et bardage bois, cellulose pour l'isolation, peinture écologique. Des panneaux solaires en toiture permettent d'assurer 50 % des besoins annuels d'eau chaude de la chocolaterie et l'eau chaude sanitaire pour les bureaux. Des solutions énergétiques « basse consommation » ont été mises en place : pompe à chaleur sur l'eau, chaudière à gaz à condensation. Un système de récupération de la chaleur de la zone « cuisson » a également été mis en place pour chauffer la partie conditionnement / expédition des locaux. Enfin, les eaux de pluies sont récupérées pour l'entretien des espaces verts.

Ce souci environnemental ne fait pas oublier l'aspect humain. « Nous avons travaillé avec un géobiologue qui a organisé l'espace selon les principes du feng shui, pour que le bâtiment soit en harmonie avec les énergies extérieures comme l'eau ou les montagnes. Cela permet de trouver une cohérence entre les produits fabriqués, l'environnement et les hommes. », souligne Bruno Anquetil. L'objectif est vraiment de créer un espace de travail « où l'on se sent bien et qui a du sens, car on y passe le tiers de son temps ! », insiste-t-il.

Des magasins bio font le choix du 100 % énergie renouvelable

Les magasins Satoriz ont fait le choix de s'approvisionner en électricité avec Enercoop, aujourd'hui le seul fournisseur à s'approvisionner directement par des contrats de gré à gré auprès de producteurs indépendants en hydraulique, petit et moyen éolien, biomasse et solaire. Enercoop propose également un service d'accompagnement afin de baisser sa consommation et sa facture d'électricité. Ce service se base sur un retour d'expérience des diagnostics pratiqués dans 13 magasins Satoriz et Biocoop en Rhône-Alpes.

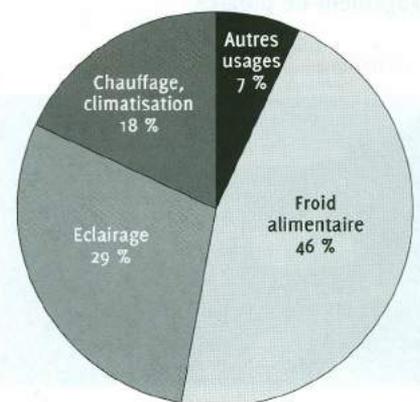
Alain Poulet, responsable de la plateforme Satoriz en Savoie, témoigne : « Notre réseau de 31 magasins propose depuis toujours à sa clientèle une offre alimentaire large et variée, avec toutes les garanties de la certification bio : la confiance et la fidélité dont témoignent nos clients valident ce choix ! Le choix Enercoop, c'est donc un gain de cohérence ! Quand une solution efficace et propre se présente et qu'il est si simple de la mettre en pratique, il n'y a pas lieu pour nous d'hésiter. Avec, de plus, un partenaire dont le fonctionnement, les objectifs et les valeurs sont très proches de ce que nous pratiquons et aimons ! Suite aux audits réalisés, nous engageons maintenant une phase d'investissement visant à réduire nos consommations par la mise en œuvre de technologies plus sobres en énergie (éclairage, froid, chauffage...) ». Le froid est en effet la première consommation d'énergie par les magasins bio. Mettre des portes sur les meubles frigorifiques est l'investissement à privilégier pour réduire ses dépenses. D'après l'ADEME, la mise en place de portes génère une économie d'énergie de près de 39 % de la consommation de référence. La Fédération des entreprises du commerce et de la distribution s'est engagée à équiper 75 % de leurs magasins d'ici 2020 : la distribution bio ne doit pas être en retard ! Ces opérations donnent droit à des certificats d'économie d'énergie.



Les habitudes des consommateurs bio moins impactantes sur le climat ?

Les consommateurs réguliers de produits biologiques sont attentifs à l'équilibre de leur alimentation, ils consomment souvent des quantités moins importantes de viandes et de produits laitiers, et ils cuisinent plus couramment des produits frais et de saison que des légumes surgelés. L'étude NutrinetSanté a bien montré que ces « bonnes » habitudes au regard de l'impact climat sont plus répandues chez les consommateurs bio. Il faut savoir, par exemple, que la production d'une tonne de lait émet environ une tonne de GES, alors que celle d'une tonne de « lait végétal », à base de soja, en émet 10 fois moins. Reste encore à adapter sa façon de faire ses courses : les trajets en voiture des consommateurs, bio ou non bio, pèsent pour 11 % des émissions de la chaîne agro-alimentaire.

Répartition moyenne des consommations des 13 magasins Satoriz et Biocoop en Rhône-Alpes



Le froid est en effet la première consommation d'énergie par les magasins bio.

Source : Conso Mag

INFO + : Enercoop Rhône-Alpes
www.enercoop-rhone-alpes.fr

Comment rendre la logistique plus écologique ?



Chez Biocoop, la logistique est un point capital puisqu'il s'agit d'approvisionner 357 magasins sur tout le territoire français avec 114 000 tonnes de marchandises transportées sur 5 millions de kilomètres en 2014. La Société de Transport Biocoop (STB) cherche depuis sa création en 2007 à diminuer son impact environnemental : massification des flux amont avec des plateformes régionales d'approvisionnement, mise en place du "rail route" sur les grands axes de transport (les camions passent en fret ferroviaire), formation à l'éco-conduite des 64 chauffeurs de camions. Et une innovation marquante : depuis 2014, Biocoop expérimente sur la tournée Ile-de-France un camion fonctionnant au biogaz (Scania normes Euro6). Trois ans après la signature avec l'ADEME de la charte Objectif CO₂, Biocoop a diminué ses rejets de 12 % (objectif initial de 6 %) et poursuit son engagement de progrès.

Développer le transport fluvial



« Transporter sur les voies d'eau permet de générer 40 fois moins de pollution atmosphérique que le transport par camion », c'est sur ce constat que la SCOP Alizarine a mis en place depuis janvier 2015 un service de transport fluvial entre la Vallée du Rhône et Paris pour des produits palettisables et non périssables. « Nous avons tout d'abord ciblé des vigneron bio présents sur toute la vallée du Rhône »

précise Cécile Sauthier, cogérante d'Alizarine « mais le projet intéresse d'autres entreprises bio qui souhaitent diminuer l'impact environnemental de leur logistique ». La péniche ouvre également ses cales aux consommateurs lors de ses arrêts à Lyon ou au Bassin de La Villette à Paris. Pour promouvoir ce mode de transport alternatif, un voyage spécial COP 21 est programmé en novembre, ponctué de débats sur le changement climatique.

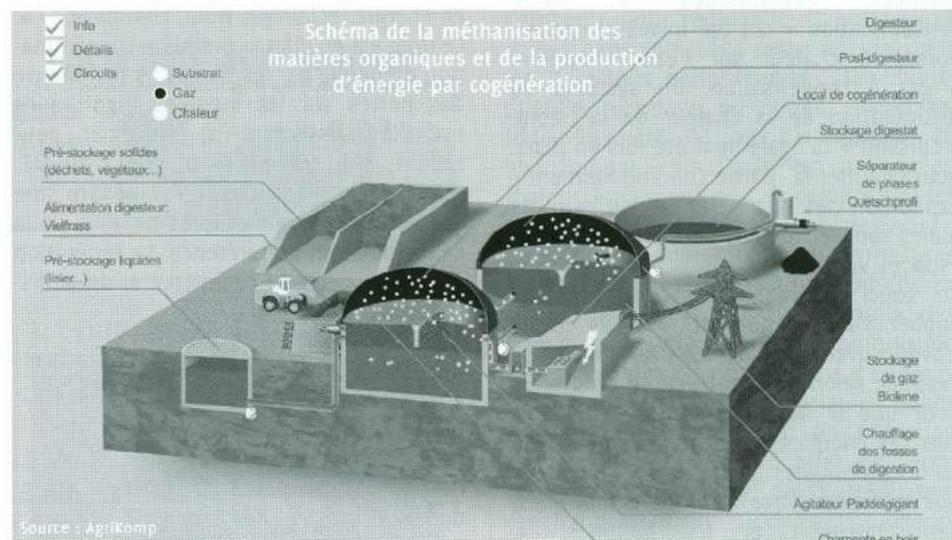
INFO + sur www.bateau-alizarine.fr

Méthanisation collective en Ardèche Témoignage de Dominique Tracol, éleveur laitier au GAEC des Bardons à Eclassan (07)

8 exploitations bio ardéchoises (1000 ha de SAU* au cœur de l'Ardèche Verte) ont créé la SARL AGRITEXIA pour investir collectivement dans le premier projet de méthanisation agricole collectif de Rhône-Alpes. En 2015, le groupe crée Methabio 07 qui figure parmi les tout premiers lauréats nationaux GIEE**. « En 2009, pour faire face à la crise laitière, nous nous sommes réunis avec les agriculteurs du secteur pour réduire l'usage des pesticides. » explique Dominique Tracol. « Une majorité des exploitations se sont ainsi converties à l'agriculture bio avec une démarche d'autonomie alimentaire (implantation de luzerne trèfle pour remplacer le soja et de prairies multi-espèces). Nos 8 exploitations se sont ensuite lancées dans la méthanisation pour réduire les émanations de méthane

par les lisiers et fumiers (...). La conversion de 10 exploitations en bio ensemble a énormément aidé. » La méthanisation des matières organiques (qui étaient jusqu'alors des déchets) aboutit à la création de biogaz et de digestat qui crée de l'azote plus assimilable par la plante et améliore la vie biologique des sols. « On valorise le digestat en mutualisant la main d'œuvre et le matériel pour l'épandre, les rendements sont également meilleurs et complètent le revenu de nos exploitations. » témoigne Dominique Tracol. La cogénération, qui a lieu dans les unités de méthanisation à proximité des fermes, produit et utilise électricité et chaleur à partir du biogaz créé au sein de la même installation. Les bénéfices du projet sont ainsi multiples : valoriser les effluents agricoles, produire une énergie 100 % renouvelable, réduire les gaz à effet de serre, limiter l'impact de l'agriculture sur la ressource en eau mais aussi améliorer l'autonomie alimentaire des élevages et pérenniser les fermes par ce revenu supplémentaire. « Au niveau de Rhône Alpes, des éleveurs et céréaliers, en bio ou pas, nous ont rencontrés et se lancent dans des projets de méthanisation collectifs. Tout cela demande beaucoup d'investissement personnel, mais ça nous permet, à l'approche de la retraite, de transmettre une exploitation viable économiquement et environnementalement. »

*surface agricole utile
**groupement d'intérêt économique et environnemental



Sources du dossier :

Colloque DinABio, 19-20 mai 2008, *Agriculture biologique et changement climatique*, Clermont-Ferrand ; Abiodoc, www.abiodoc.com/documents-abiodoc/evenements/colloque-agriculture-biologique-changement-climatique ; Nemecek et al., 2008 d'après Fleury, 2011 ; Solagro, www.solagro.org/site/393.html